



Décarboner l'Administration publique

Présentation du rapport final

21 octobre 2021

Posez d'ores et déjà vos questions via l'onglet **Q&R**
sur **Zoom**, ou en **commentaire sur Facebook** !



Le Plan de transformation de l'économie française (PTEF)

Le PTEF est un vaste programme opérationnel pour nous emmener vers la neutralité carbone.

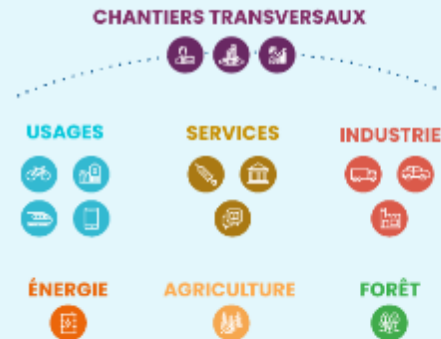
Né dans le sillage de la crise sanitaire, le PTEF vise à proposer des solutions pragmatiques pour **transformer l'économie**, en la rendant :

- carbonnée + résiliente et créatrice d'emplois



Comment ?

Lancé par le Shift Project en mars 2020, il traite d'une **quinzaine de secteurs** à travers une approche **globale, systémique, et cohérente** du point de vue des lois de la physique et des flux économiques.



Sous forme de rapports sectoriels
(publications sur 2021 et 2022)



Et d'un livre résumant le PTEF
(publication en janvier 2022)

L'objectif



Ce plan a vocation à **peser dans le débat public** qui va précéder l'élection présidentielle de 2022.

Notre objectif est de convaincre un maximum de **décideurs politiques et économiques de planifier la transition**, avec des propositions concrètes et chiffrées.



Rapports déjà publiés dans le cadre du PTEF



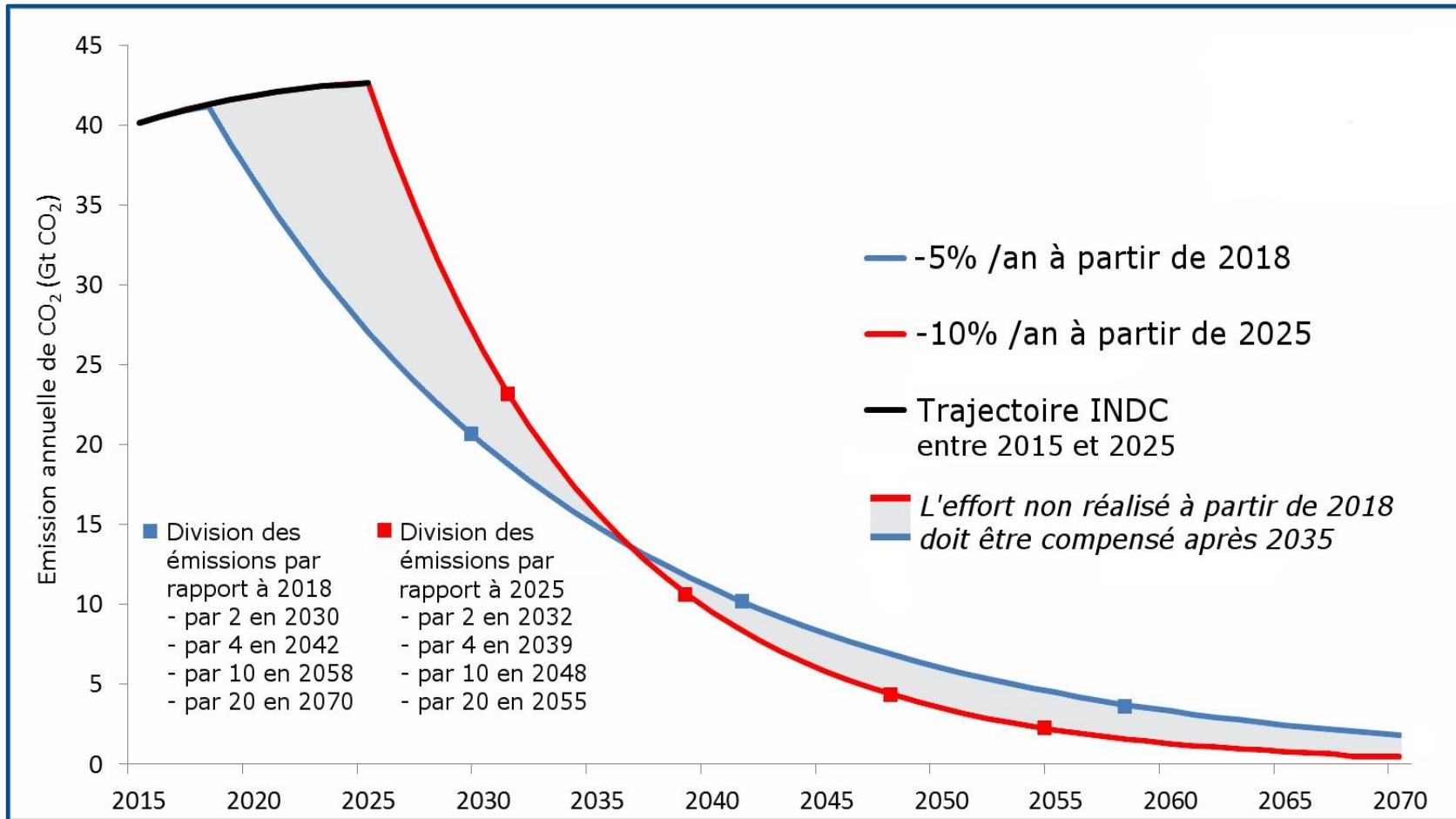
A venir en 2021

- 18 novembre 2021 : [Industrie automobile](#)
- 25 novembre 2021 : [Santé](#)
- 30 novembre 2021 : [Culture](#)
- 9 décembre 2021 : [Emploi](#)

A venir en 2022 :

- Industrie, Cohérence énergie-matière, Agriculture-alimentation, Fret, Mobilité longue distance etc.
- Livre aux éditions Odile Jacob

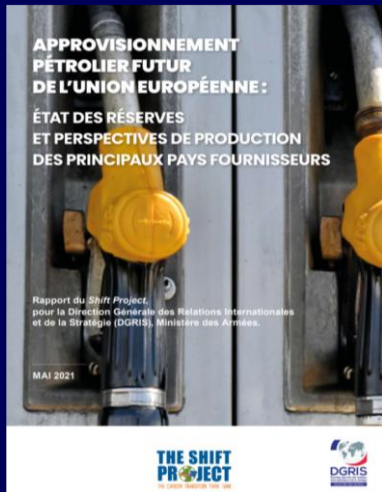
Rappel : les enjeux énergie-climat



Atteindre la **neutralité carbone** en 2050 en France = passer de 445 MteqCO₂ d'émissions en 2018 à 80 MteqCO₂ en 2050 (soit - 80 %)

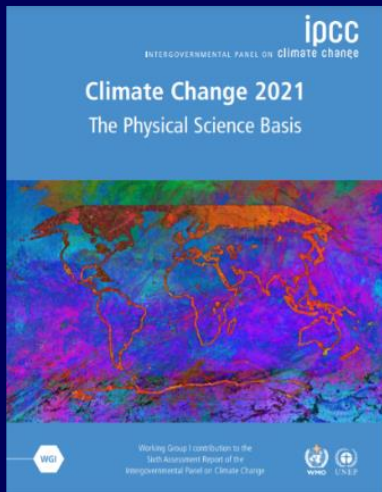
- 5 % par an si on commence tout de suite... et - 10 % si on commence en 2025.

→ **Urgence à agir**



Rappel : les enjeux énergie-climat

- Un approvisionnement en énergie fossile contraint par les limites physiques des réserves + limiter le dérèglement climatique = « **double contrainte carbone** »
- Impossible de substituer toute l'énergie fossile utilisée aujourd'hui par des énergies peu carbonées : tous les scénarios de neutralité carbone en 2050 incluent une réduction importante de la consommation d'énergie → la **sobriété est indispensable**
- Le climat est déjà dérégulé, l'approvisionnement en énergie perturbé → une **résilience à construire de toute façon**



Pourquoi un rapport dédié à l'administration publique ?

- **5,9 millions d'agents**, 20 % de l'emploi en France, 30 % de l'immobilier tertiaire → **ça pèse forcément !**
- Un enjeu de résilience majeur : la **continuité du service public** pour tous les citoyens
- Un **potentiel d'entraînement de toute la société**
 - Ecole, commande publique (5 à 10 % du PIB)
- Un **devoir d'exemplarité**
 - Se donner la légitimité et la capacité à mener les bonnes politiques publiques pour la transition bas-carbone



Les objectifs du projet « administration publique »

Que faire sur un poste d'émission donné (les mobilités, le numérique, les bâtiments, la commande publique, etc.) ?

Quels sont les leviers (organisationnels, budgétaires, etc.) communs à l'administration pour enclencher la transformation et mobiliser les acteurs ?

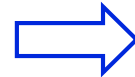
Qu'implique la transformation pour les agents publics, pour le service rendu, pour la société en général ?

La méthode : consulter les acteurs !

2020



- Définition du projet
- Diffusion d'une fiche dans la V0 du PTEF
- Echanges avec les acteurs



Avril 2021



RAPPORT INTERMEDIAIRE

- Ateliers collaboratifs
- Commentaires et critiques
- Contributions



- Articulation avec les autres projets du PTEF
- Chiffrages
- Consolidations des recommandations

Octobre 2021



RAPPORT FINAL

Merci à tous les contributeurs !

Le contenu du rapport

De quoi parle-t-on ?

Partie I

La vie quotidienne de l'administration (et pas les politiques publiques)
La diversité de l'administration publique : dans les bureaux et sur le terrain !

Où en est-on ?

Partie II

Peut-on calculer l'empreinte carbone de l'administration publique ?
Quelles sont les dispositions prises aujourd'hui pour la réduire ?
Quels sont les enjeux de résilience ?

Les axes de transformation et les leviers à actionner

Partie III

Les mesures « techniques » de décarbonation
Comment améliorer la résilience ?
Comment inciter à agir et mobiliser tous les acteurs ?

Éléments sur le financement et le calendrier

Partie IV

L'administration publique après transformation

Partie V

+ de nombreux **encadrés thématiques** : établissements scolaires, télétravail, maîtrise des risques de la dématérialisation, dépendance dans le numérique, services de l'eau, « budget vert », etc.

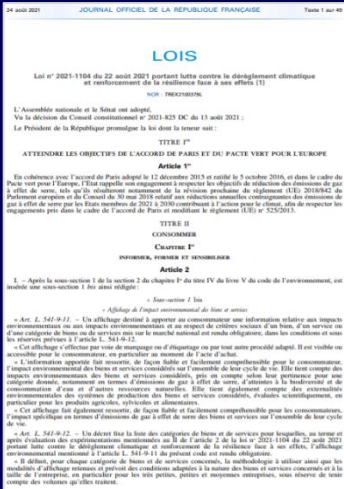
Le contenu du rapport

1) Des messages clés

2) Une **synthèse** des principales recommandations

- Pour **créer le cadre propice** à une décarbonation généralisée et ambitieuse
- Pour **mettre en place un plan de décarbonation** dans une administration
- Les **principales mesures techniques** et leur impact chiffré (quand on a pu le mesurer...)

Mettre la décarbonation interne au cœur du fonctionnement des administrations				
Demander à tous les ministères d'établir un plan climat avec un volet relatif à la décarbonation et à la résilience du fonctionnement interne de la totalité de leur administration. Soumettre ces plans au Haut conseil pour le climat				
Renforcer les obligations en matière de réalisation des bilans carbone : le bilan doit être annuel et inclure les émissions indirectes				
Mettre en place des dispositifs de collecte des données sur les principaux postes d'émissions (immobilier, transports, etc.) et rendre obligatoire la transmission des données				
Poste d'émission	Principales actions à déployer par les administrations publiques concernant leur propre fonctionnement	Emissions en MteqCO ₂		
		En 2020	En 2050 si l'ensemble du PTEF est déployé	
Intégrer de budget de l'Etat, aux c				
Inclure des et dans les sociaux pul				
Imposer la Parc immobilier tertiaire public	Suivi des consommations et mise en place des mesures simples de sobriété avec les agents, les prestataires, etc. Travaux de rénovation énergétique Suppression du chauffage au fioul et remplacement d'une grande partie du chauffage au gaz par du chauffage électrique ou des pompes à chaleur	7,4	1,7	
Compléter par des obj	Utiliser des critères « carbone » dans les marchés publics pour la construction, l'entretien et la rénovation	Non estimé		
Imposer u distribués c	Plans de mobilité intégrant les déplacements domicile-travail			
Imposer qu électrique et limiter la	(Déplacements domicile – travail) Encouragement et facilitation du recours aux transports en commun et aux mobilités douces ou décarbonées : suppression des parkings autos, développement des parkings à vélo, mise à disposition de bornes de recharge, facilitation du covoiturage, etc. Développement du télétravail	5	0,1	
Créer un fc l'Etat, aux c	Transformation du parc automobile : - Développement des visio-conférences, du covoiturage, recours accru au train et au transport en commun permettant de réduire le parc automobile - Passage à une flotte de véhicules légers et utilitaires légers 100 % électriques et de taille réduite, renouvelés tous les 10 ans	4,1	0,3	
Conditionn carbone et des objecti – climat	Déplacements professionnels	Non estimé		
Exclure les du périmètr Cahors	Substitution de l'avion par le rail, décarbonation des véhicules spécialisés, bateaux, etc.	Non estimé		
Ouvrir aux des abonnc	Evolution de la composition des menus et recours aux protéines végétales Lutte contre le gaspillage alimentaire	4,4	2,2	
Revoir les la valeur d'abonnem	Recours à un approvisionnement local et issu de modes de production moins intensifs	Non estimé		
Instaurer t décarbonat	Usages numériques Mise en place de chartes des usages sobres du numérique Ecoconception des sites internet et des applicatifs Utilisation de critères carbone pour les achats de terminaux et de services (notamment les indices de durabilité et de réparabilité) Mutualisation des SI entre administrations Utilisation de méthodes d'analyse des projets SI incluant leur impact carbone (type MAREVA améliorée) et intégration de la dimension « carbone » dans les schémas directeurs des SI	Non estimé		
S'assurer que le service aux usagers n'est pas remis en cause par la décarbonation				
Mettre en place des dispositifs de recueil de la satisfaction et des besoins des usagers et partenaires				
Pour les entités gérant des démarches administratives, maintenir des capacités d'accueil physique et téléphonique adaptées aux besoins aux spécificités des usagers concernés				



L'administration a-t-elle commencé à se décarboner ? Oui... mais !

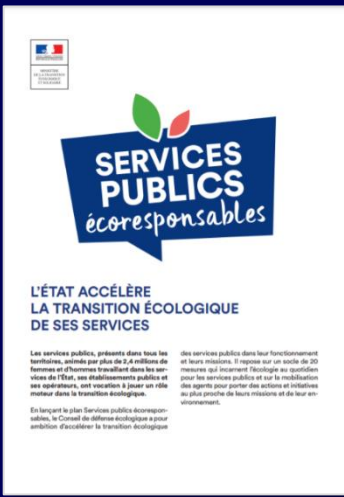
Des obligations imposées aux administrations publiques sur les véhicules, les repas dans la restauration collective, la consommation énergétique des bâtiments, etc.

La loi « climat et résilience » donne un cadre pour décarboner la commande publique

+

« Services publics écoresponsables » : des engagements pour l'État et ses établissements

De nombreuses initiatives dans les collectivités



L'administration a-t-elle commencé à se décarboner ? Oui... mais !

Un défaut de mesure

25 % seulement des bilans carbone réalisés... et souvent incomplets
Manque de données consolidées au niveau national

Des sujets encore « oubliés »

Numérique, gestion de l'eau, déplacements des usagers, etc.
Sobriété encore trop souvent sous l'angle purement budgétaire
La résilience du fonctionnement interne : un concept encore trop peu intégré

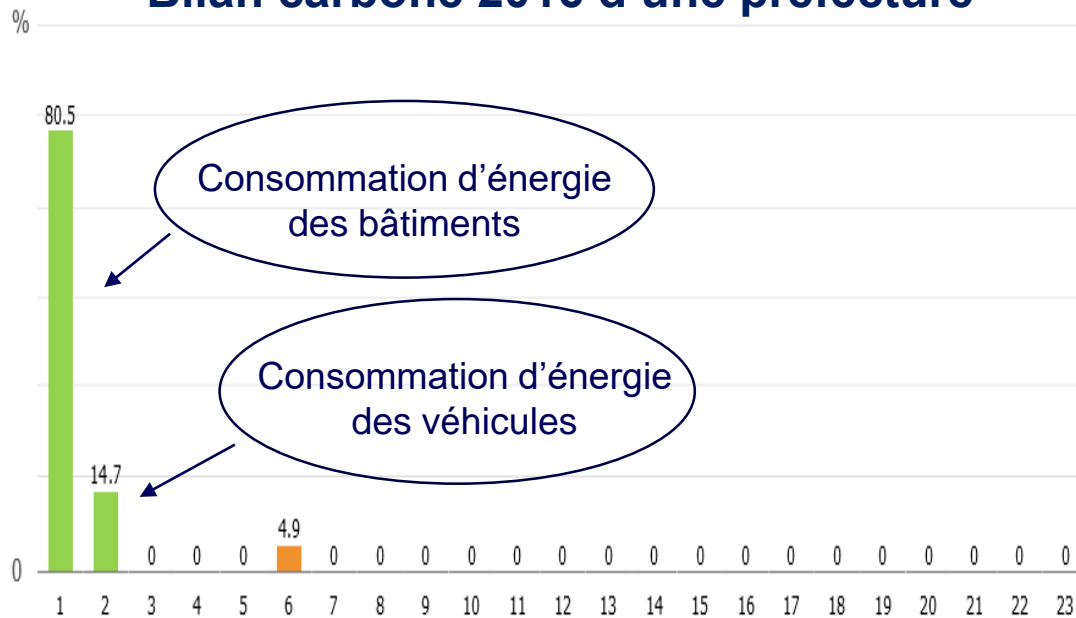
Une exemplarité et des ambitions insuffisantes :
l'administration doit être la locomotive !

**Comment aller plus
loin et généraliser la
décarbonation ?**

Mieux connaître pour mieux agir et mieux mobiliser

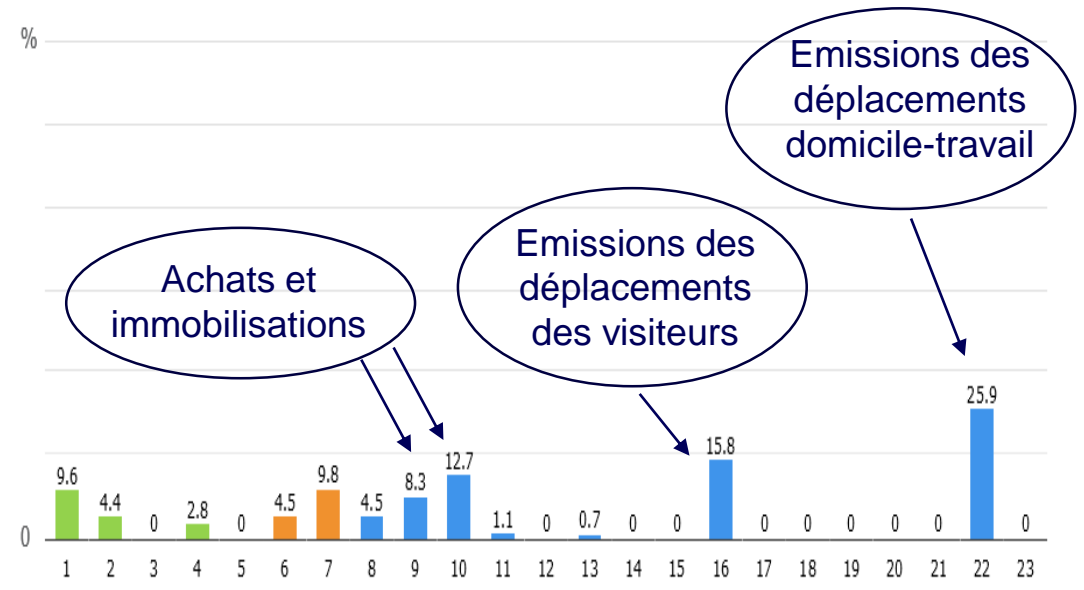
Faire un bilan complet : pourquoi est-ce important ?
On peut rater l'essentiel des émissions...

Bilan carbone 2016 d'une préfecture



Source : site ADEME – bilans en ligne

Bilan carbone 2019 de la même préfecture



Source : site ADEME – bilans en ligne

Lecture : chaque « barre » représente la part (en %) des émissions de chacun des postes d'émission.

Mieux connaître pour mieux agir et mieux mobiliser

Pour identifier les priorités, optimiser les efforts, actionner les bons leviers :

- estimer dans les bilans carbone les émissions indirectes : achats et immobilisations / numérique / déplacements des visiteurs / déplacement domicile-travail
 - ! **Besoin d'accompagner les acteurs**
Centre de ressources, accompagnement des petites collectivités
- consolider des données au niveau national – y compris les données des collectivités

Mais l'absence de données ne doit pas être un frein à l'action !

Une priorité à porter au plus haut niveau

Une priorité de plus ? Non, **une priorité qui contribue à d'autres exigences de modernisation de l'action publique !**

- **Sobriété** carbone = **maîtrise** « intelligente » de la **dépense** publique
- **Résilience** = meilleure garantie de la **continuité** des services publics
- **Dématérialisation**, réflexion sur l'organisation des **guichets d'accueil** = opportunité pour **améliorer les démarches** administratives
- Un projet mobilisateur qui « **donne du sens** »
- Une opportunité pour **améliorer les méthodes et les conditions de travail** : transversalité et responsabilisation au cœur de la résilience, télétravail qui permet un meilleur équilibre vie privé / vie professionnelle, etc.



Une priorité qui doit irriguer toute l'administration

Un **portage politique dans la durée** pour mobiliser tous les acteurs qui détiennent des leviers

Ce n'est pas que l'affaire d'une mission « développement durable » : c'est **une priorité collective** : direction financière, service RH, direction informatique et directions métiers

→ Un objectif à mentionner dans les décrets d'attribution, les contrats d'objectifs, les indicateurs LOLF, les objectifs collectifs et individuels des agents et des structures, etc.

« On parle en permanence dans l'administration de transformation numérique. Il est temps de parler de transformation écologique. »

Une participante aux ateliers collaboratifs du 15 avril 2021

Une priorité qui doit se traduire concrètement !

Intégrer la double contrainte carbone dans toutes les décisions :

- Un volet carbone / résilience dans **tous les outils de planification** : il faut raisonner à long terme
 - schéma directeur immobilier, schéma directeur informatique, schéma départemental d'accès au service public, schéma d'alimentation en eau potable, plans de continuité d'activité, etc.
 - un volet interne dans les plans climats ministériels
- Une « vraie » **conditionnalité** des aides à l'investissement
- Une **révision** de la distinction entre fonctionnement et investissement dans **l'approche budgétaire**
 - favoriser la mutualisation et la réparation
 - pour les collectivités : faire évoluer le Pacte de Cahors, le FCTVA
- Et pourquoi pas une nouvelle obligation dans le **statut des fonctionnaires** ?

Une exemplarité qui doit être ambitieuse et « offensive »

- En matière de **sobriété** des achats et des usages

Et pourquoi pas **des petits véhicules électriques pour les ministres, les préfets, maires, présidents de collectivités ?**

Mutualisation *Mise à disposition des locaux, etc.*

- En matière de **numérique**

Sobriété des achats, écoconception, recours maîtrisé aux outils numériques

- En matière d'**alimentation**

Renforcer l'information sur l'empreinte carbone des repas

Mettre en place un plafond carbone pour les repas servis dans la restauration collective publique

La transparence...

Porter à la connaissance du grand public
les objectifs et les avancées

Responsabiliser les ministres et les élus

Un rapport annuel de chaque ministre au Parlement
Généraliser le recours à l'outil du « budget vert »

...pour faire de l'exemplarité un enjeu
électoral !

*« Aujourd'hui de nombreux
élus communiquent quand
ils inaugurent un
équipement neuf. Il faut
qu'ils en arrivent à
communiquer sur les
bâtiments qui viennent
d'être rénovés ! »*

Un participant aux ateliers
collaboratifs du 15 avril 2021

**Mais volontarisme politique,
objectifs ambitieux,
instructions « top down » ne
suffisent pas...**

Former tous les agents... et les élus !

Il ne faut pas se limiter à la formation des futurs hauts-fonctionnaires...

- **Former les élus** au moment de la prise de fonction
- **Former les équipes de direction** au moment de la prise de fonction
- **Former tous les agents** quel que soit le niveau hiérarchique
 - Mettre en commun les outils de formation entre Etat et collectivités
- **Accompagner l'évolution de certains métiers** (acheteurs publics, gestionnaires logistiques, cuisiniers, managers, agents des guichets physiques ou téléphoniques, etc.)

Travailler autrement et accompagner le changement

Responsabiliser les structures et les agents = mettre en place des réponses adaptées au contexte local + un atout pour la résilience

Susciter et valoriser les initiatives !

Concertation et dialogue social au cœur du projet de décarbonation

Transformer le « bilan social annuel » en « bilan social et environnemental annuel »

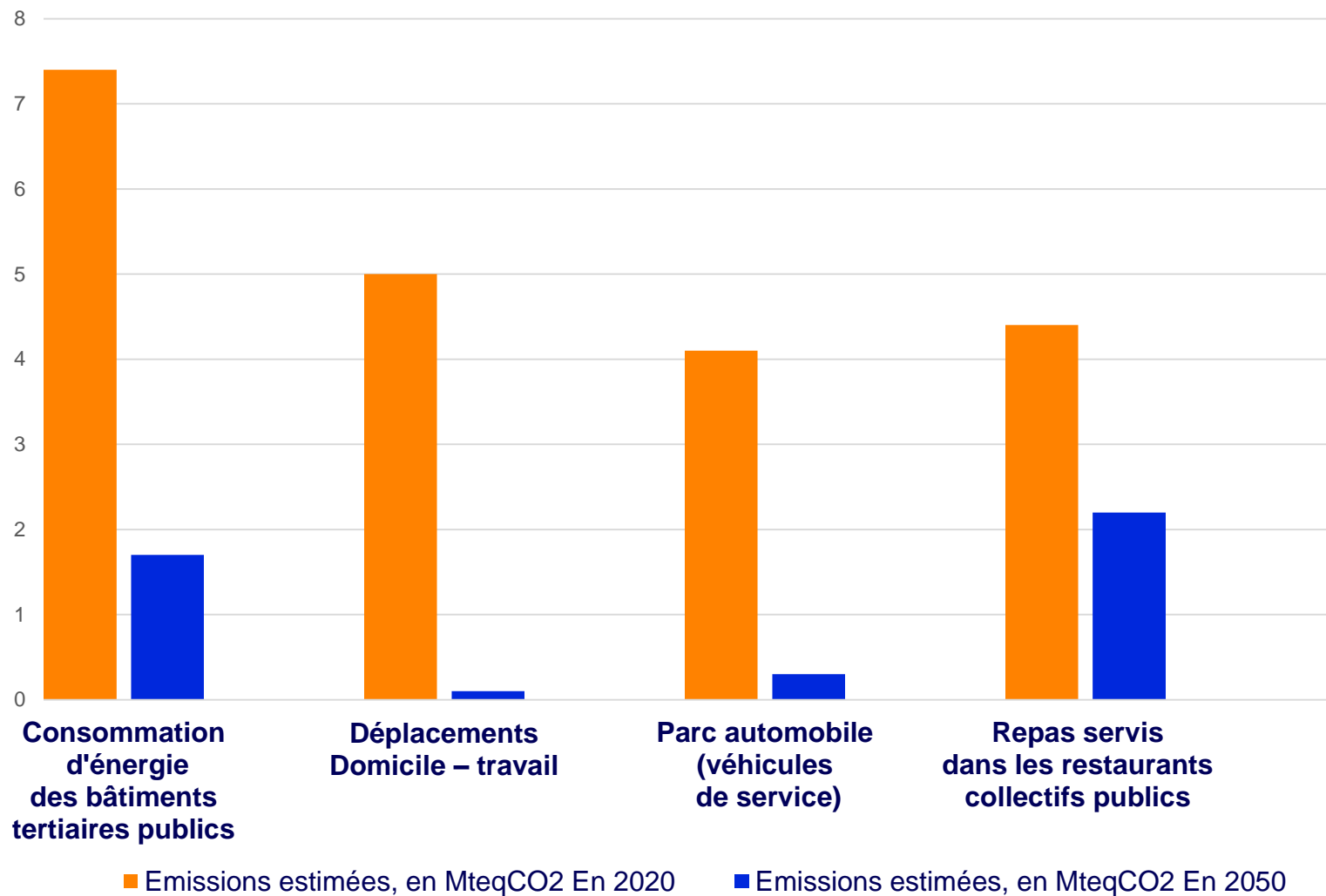
Avec un atout majeur : la culture de l'intérêt général

Et un terreau propice : beaucoup d'agents motivés

« On ne va pas faire un plan qui va penser tout ce que chaque micro-organisme de l'administration doit faire, et comment, pour se décarboner ! Il faut donner un cadre et des pistes et ensuite, c'est à chacun d'agir. »

Un manager dans une grande collectivité

Impact de la décarbonation proposée sur quelques postes d'émission de l'administration publique



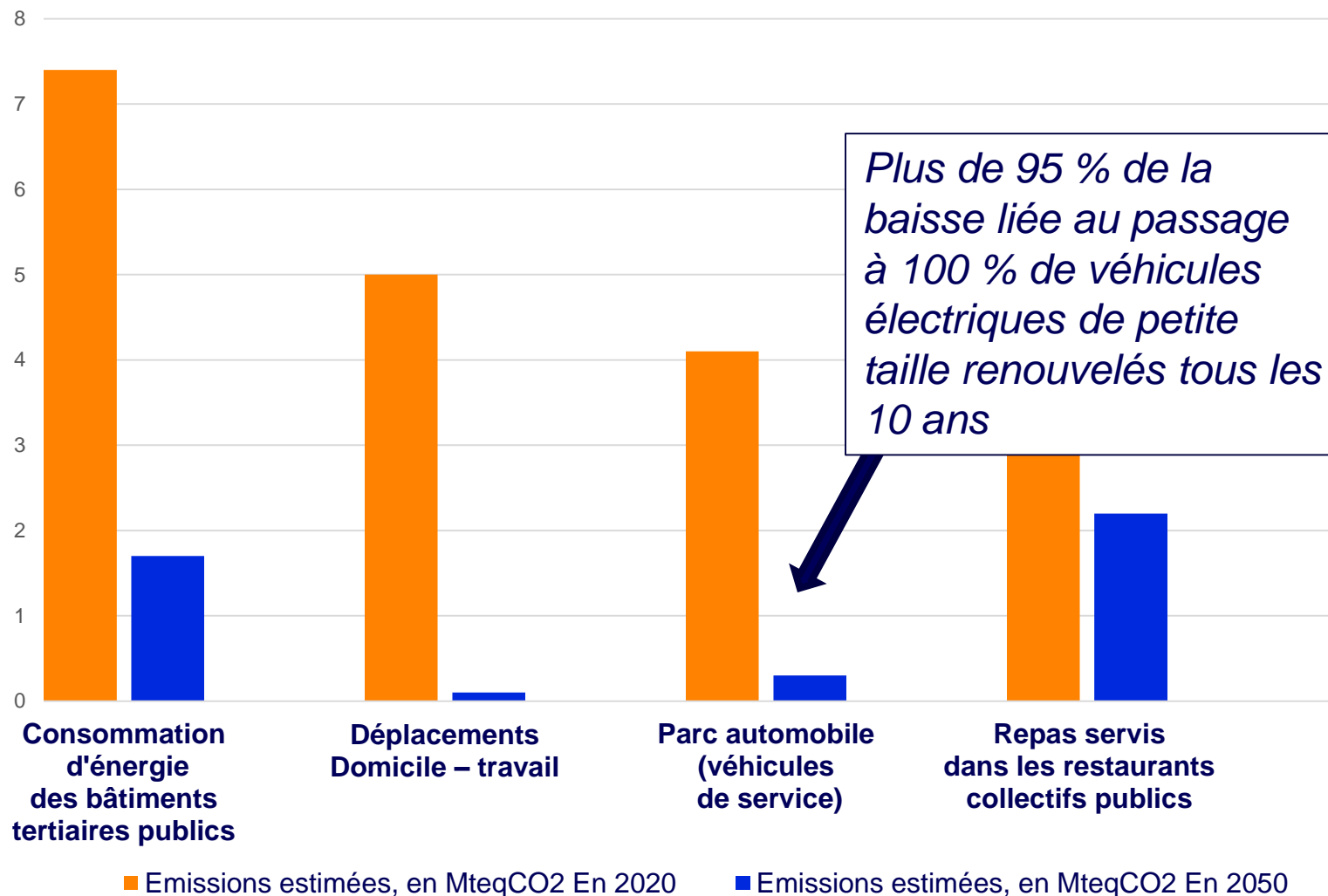
Source : calculs *The Shift Project*

L'administration après transformation : quel impact sur les émissions de GES ?

Chiffrage limité à quelques sujets...

- 80 % en moyenne : c'est le bon ordre de grandeur pour ce qu'on a pu évaluer

Impact de la décarbonation proposée sur quelques postes d'émission de l'administration publique



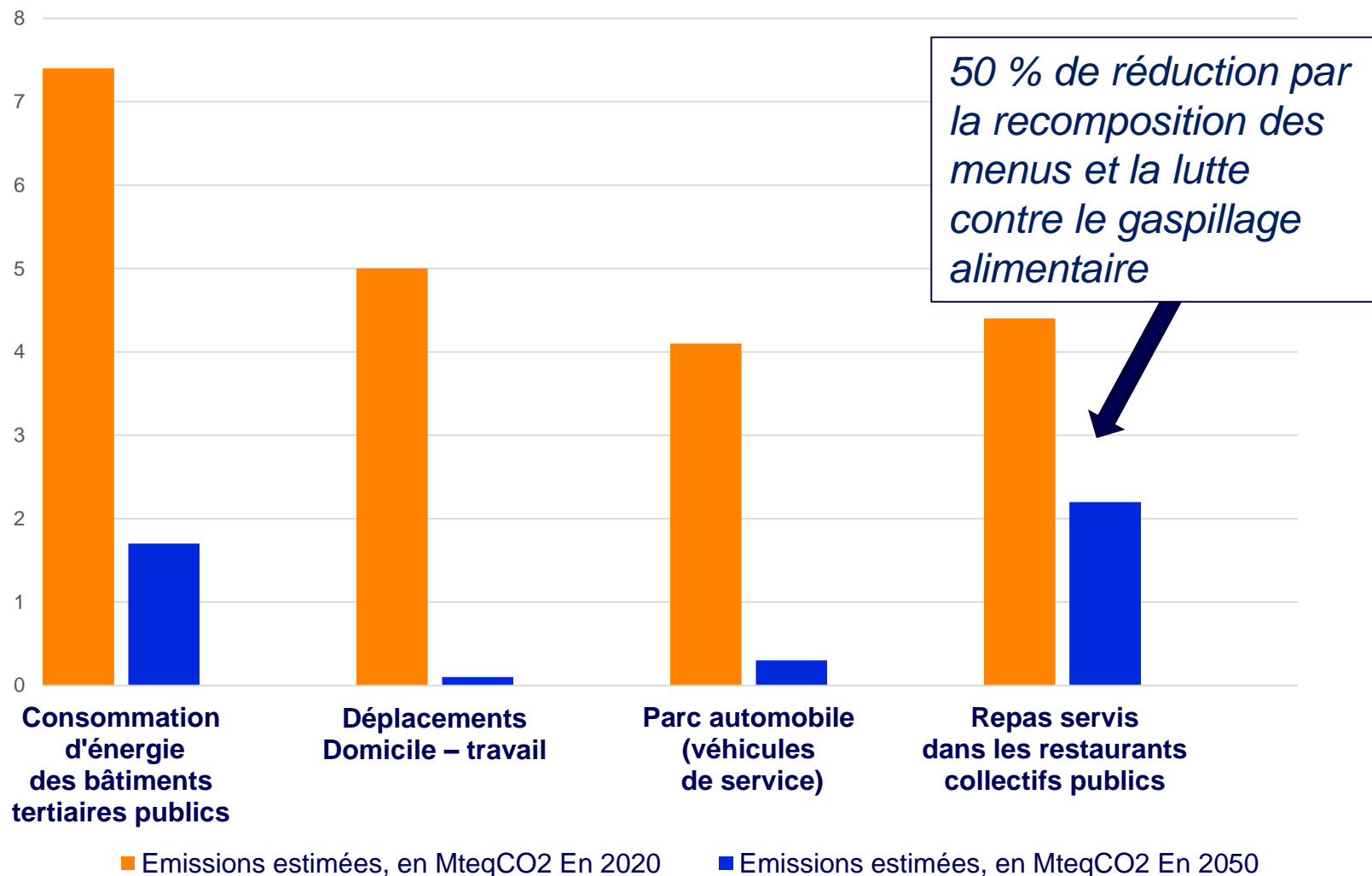
Source : calculs *The Shift Project*

L'administration après transformation : quel impact sur les émissions de GES ?

Focus sur le parc automobile :

L'essentiel de l'impact directement à la main de l'administration et possible d'ici 10 ans

Impact de la décarbonation proposée sur quelques postes d'émission de l'administration publique



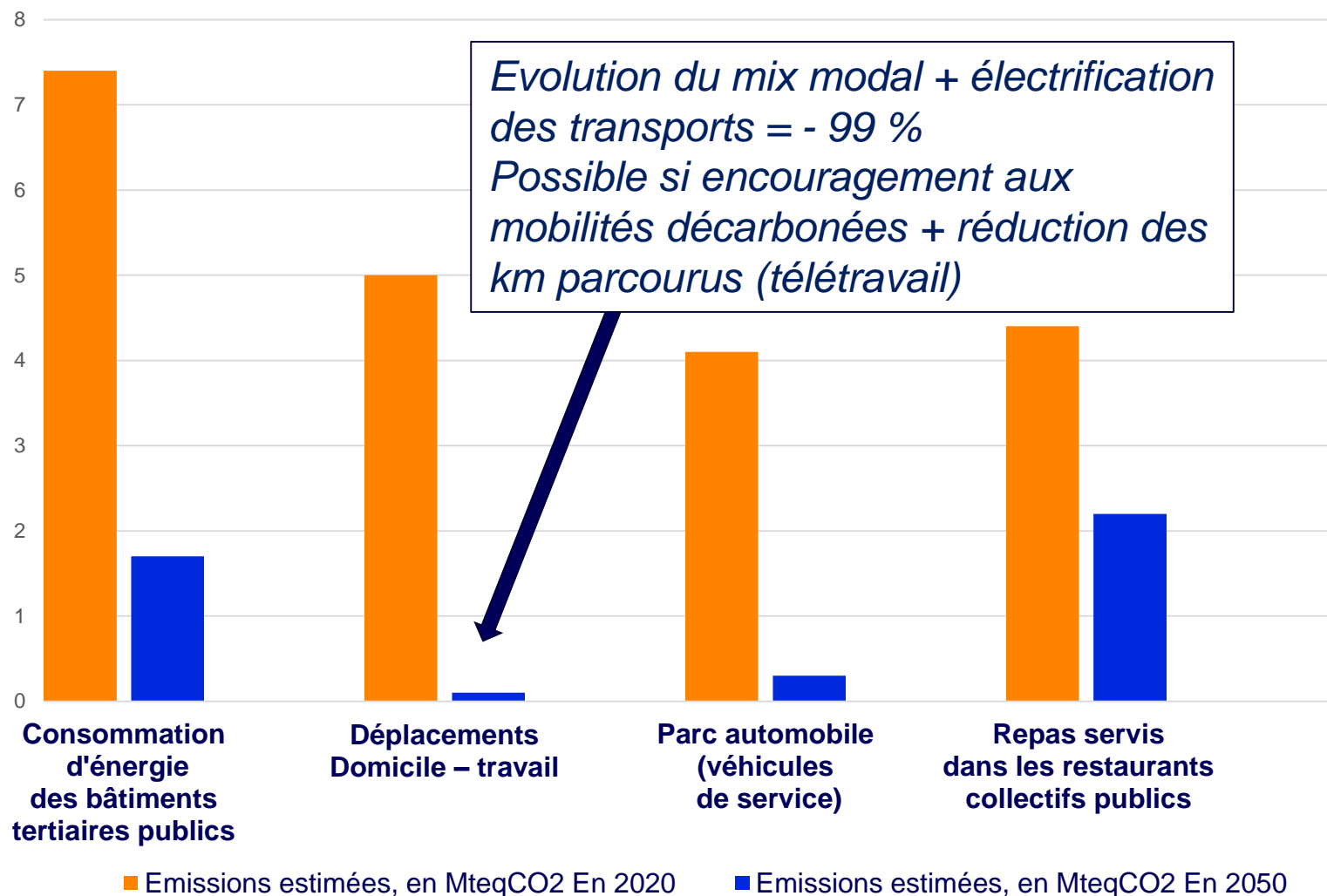
L'administration après transformation : quel impact sur les émissions de GES ?

Focus sur la restauration collective publique :

Des leviers directement à la main de l'administration et mobilisables à court terme

Source : calculs *The Shift Project*

Impact de la décarbonation proposée sur quelques postes d'émission de l'administration publique



Source : calculs *The Shift Project*

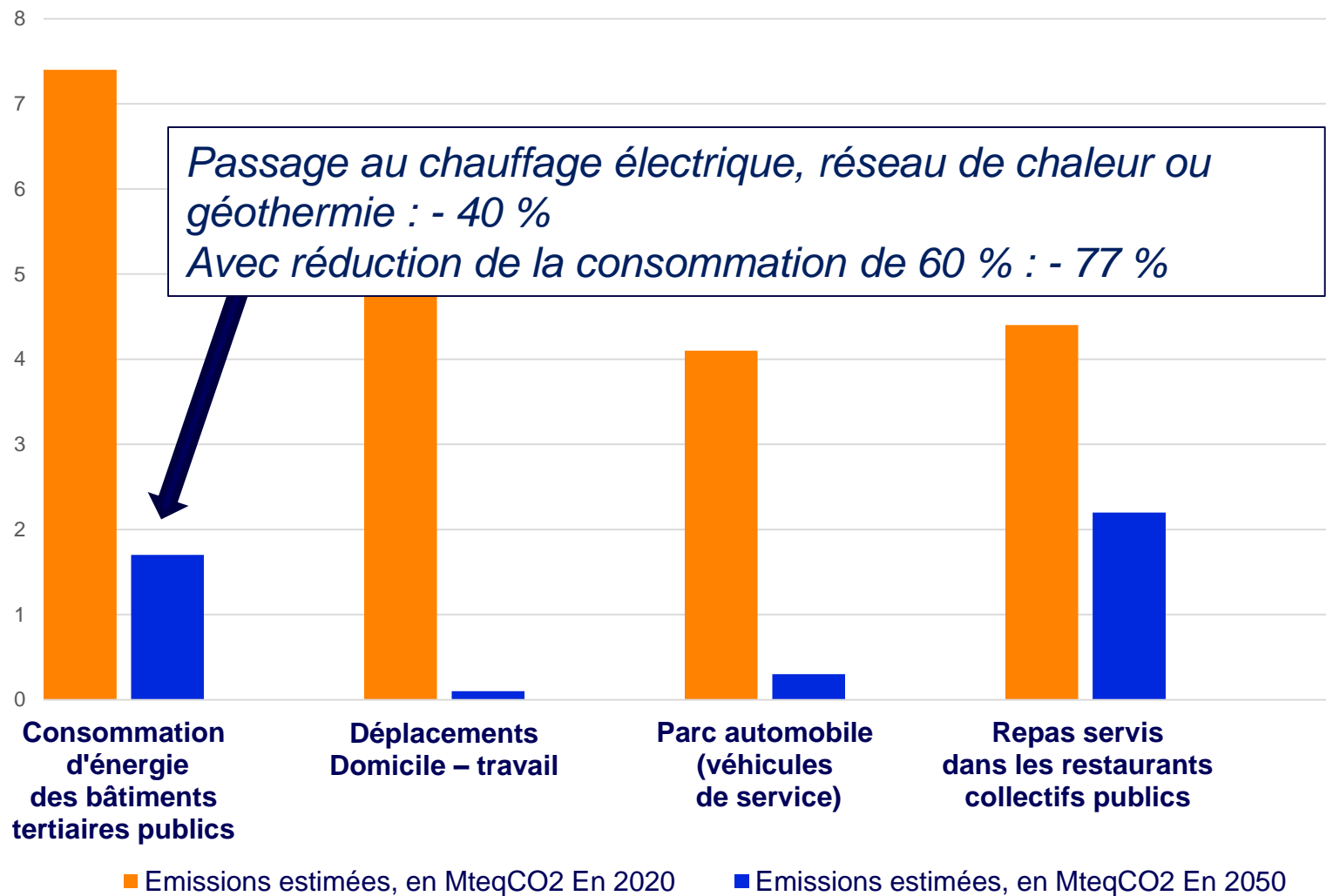
L'administration après transformation : quel impact sur les émissions de GES ?

Etre proactif pour activer la décarbonation des autres secteurs

Faire des plans de mobilité complets ; ouvrir la possibilité du cumul « forfait mobilité durable » et abonnement transport en commun

Un point d'attention : « électrifier » va de pair avec « sobriété »

Impact de la décarbonation proposée sur quelques postes d'émission de l'administration publique



Source : calculs *The Shift Project*

L'administration après transformation : quel impact sur les émissions de GES ?

« électrifier » va de pair avec « sobriété »

L'administration après transformation – quel impact sur les agents publics ?

Pas d'impact quantitatif sur l'emploi public

Certains métiers ont évolué et sont mieux valorisés

Les agents ont gagné en expertise sur les enjeux énergie-climat

Des administrations sobres et exemplaires

Une modernisation qui a du sens
et qui contribue à l'intérêt général

Des méthodes de travail rénovées

Une
attractivité
renforcée



L'administration après transformation – quel impact sur les missions ?

La réduction des émissions et la construction de la résilience ne supposent pas de « renoncement » quant aux services rendus :

- En temps « normal », les missions sont même mieux assurées

*... à condition d'accompagner la dématérialisation des démarches
et l'évolution des méthodes de travail*

- En période d'aléas, les dispositifs pour maintenir les missions essentielles sont en place – **choisir démocratiquement et en transparence plutôt que subir**

... à condition de maîtriser la dépendance dans le numérique

L'administration après transformation – quel impact sur la société ?

L'exemplarité affichée inspire le reste de la société

Les efforts menés en matière de commande publique ont suscité un cercle vertueux

Efforts de décarbonation des fournisseurs pour répondre aux exigences posées dans les marchés publics : alimentation, travaux, numérique, etc.

Consolidation des outils comme les indices de durabilité, réparabilité, etc.

Parce qu'elle aura mené sa propre transition bas-carbone, l'administration saura mieux accompagner la décarbonation de la société

Conclusion

***Décarboner,
ce n'est pas qu'une contrainte,
c'est une opportunité
pour transformer l'administration !***

***« Décarbonation bien ordonnée
commence par soi-même »***

Témoignages



Angel Prieto

Ingénieur-élève du Corps des Mines, membre du Lierre et de FPTE

Au nom du **réseau d'élèves** pour l'intégration de la transition écologique dans les formations de service public

angel.prieto@polytechnique.org



Elodie Texier

Cheffe de projet au ministère de la Transition écologique, membre de FPTE et de l'association *The Shifters*

Au nom du réseau **Une fonction publique pour la transition écologique (FPTE)**

elodietp@yahoo.fr

Des organisations qui rassemblent



Pour rejoindre **Le Lierre**, le réseau écologiste des professionnel-le-s de l'action publique, rendez-vous sur <https://le-lierre.fr/nous-rejoindre/>



Pour rejoindre **FPTE**, le réseau d'agents publics sensibles aux enjeux climat/environnement pour les faire progresser dans la fonction publique, envoyez une demande d'adhésion sur LinkedIn et on vous écrira : <https://www.linkedin.com/company/fpte/>



Pour rejoindre **The Shifters**, le réseau des bénévoles du Shift, rendez-vous sur : <https://theshiftproject.org/equipe/#benevoles>

Table-ronde

« L'Administration française face aux défis de la transformation bas carbone »



Benjamin Hus

Directeur Général des Services

Département du Nord



Diane Simiu

Adjointe au Commissaire général au développement durable

Ministère de la Transition écologique



Jean-Marc Vayssouze-Faure

Maire de **Cahors**

Président du **Grand Cahors**

Président de l'**Association des Maires de France du Lot (46)** et de l'**Association des Maires de France d'Occitanie**



Emma Stokking

Porte-parole du Plan de transformation de l'économie française

The Shift Project

Retrouvez le rapport sur theshiftproject.org

La vidéo de cet événement est déjà disponible sur
facebook.com/TheShiftProjectThinkTank/
et sera publié sur youtube.com/TheShiftProjectThinkTank

Contacts :

Jean-Guillaume Bretenoux

Chef de projet Administration publique
jean-guillaume.bretenoux@theshiftproject.org

Jean-Noël Geist

Coordinateur du projet Administration publique
Responsable des affaires publiques
jean-noel.geist@theshiftproject.org
+33 (0) 6 95 10 81 91

